What's up doc? 21/04/2020

La fermeture de lits pour cause de Covid19 provoque un conflit social au CHS Le Vinatier



Des médecins en responsabilité et des cadres soignants se sont opposés le 17 avril dernier à la fermeture provisoire d'une unité pour cause de crise épidémique Covid-19. Ils craignent que la direction n'instrumentalise la crise épidémique pour restructurer à bas bruit. La direction s'en défend.

Comme de nombreux établissements de santé, le CHS Le Vinatier a été confronté dès la mimars à une restructuration de son organisation pour faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19. Deux unités de respectivement 10 lits et 17 lits ont été ouvertes pour accueillir des patients en psychiatrie atteints de covid19, explique Piero Chierici, directeur général adjoint du CHS Le Vinatier. « Nous avions déjà adapté l'offre en extra-hospitalier,

puisque les deux tiers de ces patients sont suivis pas téléphone », ajoute-t-il. Afin de constituer des réserves de personnel, la direction (en accord avec la CME) a également décidé la fermeture de deux unités, provisoirement, pour « constituer des réserves de personnel. Cela nous a permis, entre autres, l'ouverture d'un accueil téléphonique qui nous autorise à réceptionner quelque 30 appel par jours », explique le directeur général adjoint.

Fermeture de 10 lits

Dans un troisième pôle, 10 lits ont été fermés, et il était question de fermer, le 17 avril, une unité complète de 22 lits. Mais les médecins en responsabilité et les cadres soignants s'y sont opposés. Ils ont reçu le soutien de l'intersyndicale qui dans un communiqué résumait ainsi la situation : « le Directeur du CHS Vinatier fraichement sorti du bureau de Mr. VERAN, ministre de la Santé, le 7 avril 2020, décide immédiatement de fermer une unité du pôle Ouest, soit Canguilhem soit Lanteri Laura. En clair cela signifie que la stratégie retenue par les pouvoirs publics, et reprise ici par le Directeur Général et le Président de la CME est la suivante : L'état d'urgence sanitaire et l'épidémie sont une aubaine pour avancer dans la restructuration (comprenez fermeture) de la psychiatrie publique. »

C'est la raison principale de ce refus de fermeture d'un unité, de la part des médecins en responsabilité au pôle Ouest : pour eux, ces fermetures conjoncturelles masquent mal des réductions d'effectifs et de moyens structurels. « Le 10 avril il ne nous a pas été précisé la durée de fermeture de cette unité. Le prétexte invoqué est la mise en réserve de personnels, mais il y a déjà des personnels en réserve ! Puis on nous a dit qu'il s'agissait d'une mesure d'équité puisque les autres pôles avaient déjà fermé deux unités. Avec la mobilisation des équipes, nous nous sommes opposés à la fermeture de cette unité, et notre position est majoritaire. Les médecins en responsabilité et les cadres sup' n'ont pas effectué la fermeture », explique le Dr Marion Klifa.

« Il est vrai que nous avons rencontré des difficultés sur ce troisième pôle », confirme Piero Chierici. « Mais nous allons tout de même fermer progressivement cette unité. Pour plusieurs raisons : à la fin de ce mois, nous allons redéployer une partie du personnel médical en ville et qui plus est, fin avril, nous allons perdre une cinquantaine d'étudiants en Ifsi qui partent en congés. »

Pas de justification médicale

Le Dr Frédéric Meunier, président de la CME, avance une autre explication pour expliquer ce blocage : « Je pense qu'il s'agit d'une confusion. Avant la crise du Covid 19, nous avions prévu la fermeture de 3 unités en trois ans, qui n'ont rien à voir avec les fermetures provisoires que nous sommes en train d'opérer actuellement. Il s'agissait de la fermeture d'unités pour des patients à long terme, mais ce plan de restructuration a été mis en sommeil car les établissements médico-sociaux qui devaient accueillir ces patients ont fermé. Je pense qu'il y a eu amalgame. »

Quoi qu'il en soit, malgré le fait que l'unité de 22 lits accueille au jour d'aujourd'hui quelque 13 patients, la direction a bien l'intention de la fermer, en « crispant » les entrées et les sorties. Pour combien de temps ? « Cela dépendra de la durée de la crise Covid19 », répondent comme un seul homme Frédéric Meunier et Piero Fiereci. « Cette fermeture n'a aucune justification médicale, aucune », insiste pour sa part Marion Klifa.